

PALESTINE

Victoire diplomatique pour les Palestiniens, admis à l'Unesco

Les Palestiniens ont enregistré hier à Paris une victoire diplomatique aussi symbolique que significative sur la voie de la reconnaissance de leur Etat, en obtenant le statut de membre à part entière de l'Unesco, l'une des principales agences de l'ONU.

«La Conférence générale (qui réunit l'ensemble des Etats membres, ndr) décide de l'admission de la Palestine comme membre de l'Unesco», dit la résolution adoptée par 107 voix pour, 52 abstentions et 14 voix contre, parmi les pays présents hier au siège de l'Unesco à Paris. «L'entrée de la Palestine porte le nombre d'Etats membres de l'Unesco à 195», a déclaré l'organisation dans un communiqué.

La quasi-totalité des pays arabes, africains et latino-américains se sont prononcés pour l'adhésion des Palestiniens, de même que la

France qui avait pourtant émis de sérieuses réserves ces derniers jours sur la démarche palestinienne.

«L'Unesco, ce n'est ni le lieu ni le moment. Tout doit se passer à New York», jugeait encore vendredi le ministère français des Affaires étrangères. Car beaucoup d'Occidentaux estimaient que la candidature à l'Unesco ne pouvait précéder l'aboutissement de la démarche entreprise par les Palestiniens auprès de l'ONU à New York.

Le président palestinien Mahmoud Abbas avait solennellement demandé le 23 sep-

tembre à l'ONU de reconnaître l'Etat palestinien. Cette demande doit être examinée le 11 novembre par le Conseil de sécurité, où elle pourrait être frappée d'un veto américain. «Nous pensons que c'est contreproductif. C'est une mesure prématurée», a répété hier devant la Conférence générale de l'Unesco la sous-secrétaire américaine à l'Education, Martha Kanter.

Les Etats-Unis, l'Allemagne et le Canada ont voté contre, tandis que parmi les Européens, l'Italie et le Royaume-Uni se sont abstenus. «Ce vote permettra d'effacer une infime partie de l'injustice faite au peuple palestinien», a déclaré devant la Conférence générale le ministre des Affaires étrangères de l'Autorité palestinienne, Riyad al-Malki.

Il a assuré que la demande palestinienne était déconnectée de ses démarches à l'ONU à New York et précisé que les Palestiniens avaient besoin de l'aide de l'Unesco pour protéger leur patrimoine historique et culturel.

Cette admission palestinienne embarrasse particulièrement les Américains, qu'elle place dans une position délicate vis-à-vis de l'Unesco. La pleine adhésion des Palestiniens, qui bénéficiaient jusqu'à présent du statut d'observateur, devrait provoquer l'arrêt immédiat de leur contribution financière à l'organisation, soit 70 millions de dollars et 22% de son budget.

Après l'avoir boycotté pendant 20 ans (1984-2003) pour protester contre sa mauvaise gestion et son idéologie tiers-mondiste, les Etats-Unis parti-

cipent désormais activement aux programmes de l'agence, y voyant un moyen de diffuser certaines valeurs occidentales sans se mettre en première ligne. Les diplomates de l'Unesco insistent notamment sur l'importance à leurs yeux des programmes en faveur des femmes et des filles dans certains pays.

Les Américains sont tenus par deux lois du début des années 1990 qui interdisent le financement d'une agence spécialisée des Nations unies qui accepterait les Palestiniens en tant qu'Etat membre à part entière, en l'absence d'accord de paix avec Israël. «La décision d'aujourd'hui va compliquer notre capacité à soutenir les programmes de l'Unesco», a confirmé l'ambassadeur américain auprès de l'Unesco,

David Killion. Pour l'Unesco, les conséquences financières seront considérables. Israël devrait suivre les Américains et retirer lui aussi sa dotation. Selon l'ambassadeur israélien Nimrod Barkan, le budget de l'Unesco serait ainsi amputé d'un quart de son montant.

«Cela deviendra impossible pour l'Unesco de remplir sa mission», a estimé Nimrod Barkan. Dans un entretien à l'AFP vendredi, la directrice générale de l'Unesco Irina Bokova admettait que l'organisation devrait probablement réduire la voilure. «Il faudra couper des programmes, réajuster l'équilibre de notre budget. Mais ce n'est pas seulement un problème financier, c'est un problème qui concerne l'universalité de notre organisation», affirmait-elle.

TUNISIE

Mandat d'arrêt international contre la veuve de Yasser Arafat

La justice tunisienne a émis un mandat d'arrêt international contre Souha Arafat, la veuve du dirigeant palestinien Yasser Arafat, a-t-on appris hier auprès du ministère de la Justice.

Le tribunal de première instance de Tunis a émis un mandat d'arrêt contre M^{me} Arafat, a indiqué à l'AFP le porte-parole du ministère de la Justice Kadhém Zine El Abidine, sans préciser les motivations de cette décision.

Une source judiciaire a indiqué que Mme Arafat était poursuivie dans le cadre de l'affaire de l'Ecole internationale de Carthage, qu'elle avait fondée au printemps 2007 avec Leïla Trabelsi, l'ex-première dame de Tunisie, dans la banlieue nord de Tunis. «Cette école a été créée de façon illégale : les procédures administratives légales ont été violées pour des intérêts personnels», selon cette source.

La création de l'Ecole internationale de Carthage, établissement privé qui fournissait un enseignement de la maternelle au lycée conformément au système éducatif français, avait créé des remous car elle avait entraîné la fermeture d'un établissement également privé et réputé, l'école Louis Pasteur-Bouebdeli. Selon la presse tunisienne, des désaccords étaient rapidement apparus entre Leïla Ben Ali et Souha Arafat.

Le 14 août 2007, le président tunisien Zine El-Abidine Ben Ali avait déchu Mme Arafat de sa nationalité tunisienne, acquise en septembre 2006. Elle avait alors quitté la Tunisie pour Malte. Dans une déclaration faite par téléphone samedi au quotidien arabophone *Al Qods* basé à Londres, Mme Arafat a affirmé n'avoir «plus aucun lien avec l'Ecole internationale de Carthage». Après la révolution, l'Ecole internationale de Carthage a été réquisitionnée par l'Etat et placée sous tutelle comme les autres biens de la famille Ben Ali.

M^{me} Arafat, Palestinienne de naissance, a été l'assistante du chef de l'OLP (Organisation de Libération de la Palestine) Yasser Arafat pendant son exil en Tunisie, de 1982 à 1994. Elle l'avait épousé en secret en 1990. Leur mariage avait été révélé deux ans plus tard. Après la mort du dirigeant palestinien en 2004, elle était revenue s'installer à Tunis et avait obtenu la nationalité tunisienne. Issue de la bourgeoisie chrétienne palestinienne, Souha Arafat, 48 ans, était loin de faire l'unanimité dans la société palestinienne en raison de ses goûts de luxe affichés, contrastant avec le mode de vie austère de son époux.

Elle a eu une fille avec Yasser Arafat, Zahwa.

En 2003, la France, où elle a longtemps vécu et dont elle a la nationalité, a ouvert une enquête préliminaire sur des transferts de fonds suspects sur son compte bancaire parisien. En Tunisie, elle vivait dans la discrétion. Elle était cependant sortie de son silence en août 2006 pour démentir à l'AFP des rumeurs publiées dans la presse arabe selon lesquelles elle s'était remariée avec Belhassen Trabelsi, homme d'affaires et gendre de Ben Ali.

LIBYE

Visite surprise du chef de l'Otan à Tripoli

Le chef de l'Otan Anders Fogh Rasmussen a effectué hier une visite surprise à Tripoli au dernier jour de la mission aérienne de l'Alliance atlantique qui a joué un rôle majeur dans la chute du régime de Mouammar Kadhafi.

Sept mois après les premiers bombardements des avions de l'Alliance contre des positions des forces de Kadhafi, M. Rasmussen a atterri en milieu de journée à Tripoli pour des entretiens avec les nouveaux dirigeants libyens. Il s'agit de la première visite en Libye d'un secrétaire général de l'Otan.

Le voyage a eu lieu trois jours après la confirmation par l'Otan de la fin de l'opération «Protecteur unifié» à laquelle avaient participé 28 pays. C'est sur la base des résolutions 1970 et 1973 du Conseil de sécurité de l'ONU, qui avaient imposé des sanctions contre le régime du colonel Kadhafi et autorisé des mesures pour protéger les civils, que l'Otan avait lancé son opération. «Ce soir à minuit, l'opération Protecteur unifié prendra fin. Je ne prévois pas un rôle majeur pour l'Otan. Il revient désormais aux Nations

unies d'être en première ligne dans l'assistance internationale aux nouvelles autorités libyennes», a déclaré M. Rasmussen dans l'avion qui l'amenait à Tripoli.

Un embargo sur les armes et quelque 26 000 sorties aériennes de l'Otan, dont plus de 9 650 dans un but «offensif», ont largement contribué au changement de régime en Libye après plus de quarante ans de dictature, même si l'Alliance n'en avait pas officiellement fait un objectif. «Kadhafi n'était pas une cible de nos opérations», a répété M. Rasmussen, interrogé sur le raid aérien mené par la coalition sur un convoi du dirigeant déchu, le 20 octobre à Syrte, qui a conduit à son arrestation, avant d'être tué. «Non, nous ne savions pas» que Kadhafi était dans le convoi, a-t-il indiqué.

«Nous avons frappé des cibles militaires légitimes et un convoi

armé est une cible militaire légitime, car elle peut constituer une menace pour les civils», a-t-il ajouté. La zone d'exclusion aérienne et un blocus naval, appliqués par l'Otan depuis le 31 mars, prendront fin à 23h59 (21h59 GMT), conformément à la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU ayant mis fin au mandat autorisant le recours à la force en Libye.

Le Conseil national de transition (CNT) libyen avait pourtant demandé le maintien de l'Otan au moins «jusqu'à la fin de l'année», assurant que même après la mort de Mouammar Kadhafi ses derniers fidèles représentaient une menace pour le pays. Mais l'Otan a jugé que les civils étaient à l'abri des attaques après la proclamation officielle de la «libération» du pays, le décès de Kadhafi et la chute de sa ville natale de Syrte.

L'Alliance, qui n'a subi aucune perte humaine, ne communique pas sur le nombre de morts provoquées par ses frappes, mais estime avoir réussi à limiter au maximum les dégâts collatéraux grâce

à des règles d'engagement très strictes.

«Nous n'avons pas de confirmation quant à d'éventuelles pertes civiles», a déclaré M. Rasmussen. «Nous avons déclaré une fois publiquement que nous ne pouvions pas exclure la possibilité d'avoir causé des pertes civiles, mais l'enquête ne pouvait pas le confirmer», a-t-il ajouté.

De son côté, l'ancien Premier ministre libyen, Al-Baghdadi Al-Mahmoudi, emprisonné en Tunisie et dont les autorités libyennes réclament l'extradition, a dit par la voix de son avocat «craindre pour sa vie» car il est le seul à «détenir les secrets de l'Etat libyen» après la mort de Mouammar Kadhafi.

Premier ministre jusqu'aux derniers jours du régime déchu, M. Mahmoudi, 70 ans, avait été arrêté en Tunisie le 21 septembre près de la frontière algérienne. Condamné pour «entrée illégale» sur le territoire, puis acquitté, il est toujours maintenu en détention.

CRISE SYRIENNE

La réponse de Damas à la Ligue arabe se fait attendre

La Ligue arabe attendait toujours hier une réponse du régime syrien à sa demande d'un retrait des chars des villes en pointe de la contestation populaire et d'un dialogue national au Caire, l'OTAN excluant toute intervention militaire en Syrie.

Le chef de la Ligue arabe Nabil al-Arabi a quitté Doha dans l'après-midi, selon un membre de la délégation qui l'accompagne.

La délégation syrienne dirigée par le ministre des Affaires étrangères Walid Al-Mouallem était pour sa part injoignable après avoir quitté l'hôtel où elle résidait dans la capitale du Qatar. M. Arabi a révélé à l'AFP que le plan soumis à la délégation syrienne portait sur un «arrêt immédiat» de la violence et le «retrait des chars» afin «d'adresser un message rassurant à la rue

syrienne». Il stipule aussi «l'amorce au Caire d'un dialogue national entre toutes les composantes de l'opposition et le régime».

Le comité ministériel de la Ligue arabe a soumis ce plan dimanche à M. Mouallem à Doha qui avait promis de transmettre hier la réponse du président Bachar Al-Assad, confronté depuis plus de sept mois à une révolte sans précédent. Mais dans une déclaration publiée par le quotidien *The Daily Telegraph*, M. Assad a mis en question la représentativité du Conseil national syrien, qui rassemble une bonne partie de l'opposition. «Je ne vais pas perdre mon temps à parler d'eux. Je ne les connais pas, il vaut mieux enquêter pour savoir s'ils représentent réellement les Syriens». M. Assad avait averti dans un entretien publié dimanche par le journal britannique *The Sunday Telegraph* que toute intervention occidentale contre son pays provoquerait un «tremblement de

terre» au Proche-Orient. Le chef de l'Otan, Anders Fogh Rasmussen, a cependant assuré qu'une intervention militaire de l'Alliance atlantique en Syrie était «totalement exclue». «Nous n'avons aucunement l'intention d'intervenir en Syrie», a-t-il dit dans l'avion l'amenant en Libye.

«Evidemment, je condamne fermement la répression des forces de sécurité sur les civils en Syrie. C'est absolument scandaleux», a-t-il dit, au lendemain d'une nouvelle journée de manifestations qui a fait sept morts en Syrie. Sur le terrain, les opérations menées par les forces de sécurité chargées de la répression ont parallèlement continué avec la mort d'un civil par un tireur embusqué à Homs, un des foyers de la contestation dans le centre du pays, et la dispersion à balles réelles d'une manifestation à l'Université de Deraa (sud), selon une ONG. Dimanche, sept civils ont été tués dans la répression en Syrie où les militants pro-démocratie

avaient appelé à des manifestations pour réclamer le gel par la Ligue arabe de l'adhésion de la Syrie.

Le régime syrien qui ne reconnaît pas l'ampleur de la contestation et attribue les violences dans le pays à des «gangs terroristes» ne cesse de réprimer les protestataires qui réclament le départ de M. Assad depuis le 15 mars. Plus de 3 000 personnes y ont péri, selon l'ONU.

L'insurrection populaire tend, désormais, à se transformer en conflit armé avec la multiplication des affrontements entre soldats, membres des forces de sécurité et déserteurs, qui ont fait des dizaines de morts ces derniers jours, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), une ONG basée au Royaume-Uni.

Les défections se sont multipliées dans les rangs de l'armée, de nombreux déserteurs rejoignant l'«Armée syrienne libre», une force d'opposition armée dont la création a été annoncée en juillet.